

Evolutions de la méthode de construction des tarifs réglementés de vente d'électricité

Date de la contribution : 27/09/2024

Introduction

Le Réseau Action Climat est globalement en accord avec les propositions d'évolutions méthodologiques. Cependant, nous souhaitons attirer l'attention de la CRE sur 4 points principaux détaillés ci-dessous, avant de répondre en détail aux questions.

Le besoin d'un débat démocratique accessible et de prix lisibles

Avant tout, le Réseau Action Climat souligne que la question de la construction des prix de l'électricité est une question particulièrement importante pour l'ensemble de nos concitoyens. En cela, nous regrettons que la forme, ainsi que le faible niveau de médiatisation de la présente consultation la réservent de fait aux experts et aux entreprises concernées.

L'accessibilité, la transparence, et la construction démocratique des prix de l'énergie sont particulièrement importantes. Plus les méthodes de construction et d'évolution des prix sont opaques, plus le sentiment d'injustice et d'arbitraire est réparti.

De même, tout en exprimant un accord général avec les évolutions proposées, nous déplorons que l'ambition de supprimer progressivement l'option Base, ce qui est un choix politique que nous pouvons soutenir, ne soit pas clairement affiché et débattu.

Le Réseau Action Climat suggère donc d'élargir la consultation au grand public, de multiplier les efforts de communication large et de co-construction de la méthode d'évolution des prix de l'énergie afin d'impliquer les citoyens, et par là même de rendre ces évolutions plus efficaces.

Connaître mieux les profils des consommateurs

Par ailleurs, nous regrettons que les documents versés à la consultation ne contiennent que peu d'information sur les profils des consommateurs souscrivant aux différentes tranches de puissance, et donc sur leur potentiel de décalage des usages.

Si ces études n'existent pas, nous encourageons fortement la CRE, en collaboration avec EDF et les autres fournisseurs d'électricités à étudier les usages, les revenus, et les risques de précarité énergétique parmi les foyers abonnés avec différentes puissances.

De même, des études sur la connaissance des prix de l'énergie, leur perception des différentes offres et leurs sentiments sur les évolutions des TRVE permettraient d'améliorer l'information du public à l'avenir et d'identifier les manquements de la communication.

En particulier, il nous semble important de mieux connaître les effets réels de l'exposition au signal prix. Si comme le dit la CRE, « *les consommateurs Base avec les plus petites puissances (3-6 kVA) n'ont pas cette capacité* [celle de décaler leurs usages] », alors l'exposition au signal prix risque de se traduire par le renoncement forcé pour les consommateurs ne pouvant pas payer les prix élevés.

Mieux connaître les équipements, les connaissances, les situations familiales, financières ou encore les horaires de travail des consommateurs permettrait une meilleure mobilisation des flexibilités.

Eviter d'aggraver les inégalités

De même, nous encourageons à prendre en compte l'évolution des inégalités suite aux changements de méthode proposés.

Le Réseau Action Climat encourage à évaluer les économies potentielles réalisées par les différents profils (revenus, puissance souscrite, usages) de consommateurs, et à éviter que les foyers les plus aisés soient les principaux bénéficiaires des baisses de prix de l'énergie.

Une porte de sortie à considérer est le recours à des mesures contraignantes pour encadrer les usages « luxueux » de l'énergie, ou pour rendre impérative la mobilisation des flexibilités les plus facilement mobilisables (recharges de véhicules électriques, eau chaude sanitaire).

L'enjeu de la charge mentale

Enfin, nous attirons l'attention sur les enjeux de genre liés à cette évolution, en particulier à celui de la charge mentale.

En effet, le passage à une option avec des prix différenciés de l'énergie impose d'adapter le planning d'utilisation de l'électroménager, et plus généralement de rester vigilant au prix de l'énergie à différentes heures. Or la gestion de l'électroménager étant, de fait, imposée aux femmes de façon disproportionnée dans les foyers hétérosexuels, la généralisation des tarifs HP/HC risque d'aggraver la charge mentale et donc de renforcer les inégalités de genre.

Ainsi, dans un objectif de limiter au maximum l'impact des biais sexistes, nous encourageons à mener des études sociologiques sur le phénomène, et à multiplier les dispositifs de communication afin d'alléger cet impact. Cela peut passer par la poursuite de l'automatisation de certains équipements (notamment les chauffe-eaux), mais également par la communication accessible via les factures d'électricité, les sites internet, ou encore la distribution d'ampoules témoin permettant de savoir facilement différencier les heures pleines des heures creuses.

3. Evolution des signaux tarifaires envoyés aux consommateurs

Question 1 : Avez-vous des remarques sur la méthode de calcul « d'empilement par option cible » envisagée par la CRE ?

L'option d'empilement par option cible est globalement une meilleure méthode que celle en vigueur actuellement. Elle simplifie la comparaison des offres Base et HP/HC, ce qui rend la compréhension de son intérêt plus simple.

En revanche, la présentation qui en est faite dans la consultation est peu accessible pour les consommateurs qui ne sont pas experts de l'énergie.

Le Réseau Action Climat souligne que l'accessibilité et la transparence des prix de l'énergie sont particulièrement importantes. Plus les méthodes de construction et d'évolution des prix sont opaques, plus le sentiment d'injustice et d'arbitraire est répandu.

Pour résumer l'essentiel, qui doit être communiqué le plus largement possible lors de la décision de changer de calcul, la nouvelle méthode revient à calculer les prix pour les fournisseurs d'électricité par rapport à l'ensemble des consommateurs d'électricité, soit en France, soit parmi les abonnés aux TRVE. Après avoir calculé les prix d'ensemble, la nouvelle méthode différencie les prix pour l'option HP/HC de ceux pour l'option Base.

Par ailleurs, le Réseau Action Climat souligne que la méthode d'empilement par option cible conduit à ce que chaque année, les consommateurs en Base représentant 50% de la consommation totale en Base aient intérêt à souscrire à l'option HP/HC (du moins dans l'hypothèse simplificatrice où le profil cible correspond aux abonnés

TRVE). En répétant l'opération à chaque mouvement tarifaire, le passage à cette méthode revient à supprimer progressivement l'option Base.

A l'extrême, de plus en plus de consommateurs passant en HP/HC, le calcul du tarif Base dépendant du ratio décroissant des consommateurs restant en Base donne $Z = (100 - \epsilon) \% X + \epsilon \% Y \sim X$. En particulier, si l'option HP/HC n'est pas disponible pour les consommateurs souscrivant à une puissance de 3kVA comme l'annexe semble le suggérer, ceux-ci paieront toute leur consommation à un tarif proche des heures pleines.

Nous déplorons que l'ambition de supprimer progressivement l'option Base, ce qui est un choix politique que nous pouvons soutenir, ne soit pas clairement affiché et débattu.

De plus, nous soulignons également le **risque d'aggraver les inégalités de charge mentale** dans les foyers, et d'aggraver les biais sexistes. En effet, il est possible que la vigilance aux heures à prix élevé ou faible, et la planification du décalage des usages, soient des charges pesant majoritairement sur les femmes, déjà plus en charge de l'utilisation de l'électroménager et des finances domestiques que les hommes.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur la méthode de construction des tarifs par fixation d'un « ratio d'équilibre cible » envisagée par la CRE ?

La méthode du ratio d'équilibre cible est plus simple à communiquer, en permettant d'insister sur l'importance primordiale du ratio consommation en heures creuses sur consommation en heures pleines. En revanche, sa mise en place devrait **s'accompagner d'une étude de la sociologie et de la situation financière des personnes en tarif base**, notamment celles souscrivant à de faibles puissances.

En effet, la hausse des tarifs Base va peser sur les personnes qui ont le moins de possibilité de décaler leurs consommations, ce qui contient des risques de précarisation énergétique. S'il s'agit de mobiliser la flexibilité, il faut absolument éviter de pénaliser l'impossibilité de décaler sa consommation.

Question 3 : A - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la méthode par homothétie pour les tarifs Base et HPHC en 2025 ? B - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer la méthode d'empilement par option cible à partir de l'année 2026 ?

Favorable

Commentaire :

A - Le Réseau Action Climat est **favorable** à ce maintien temporaire.

B- Le Réseau Action Climat est **favorable** à cette évolution, avec toutefois quelques réserves :

D'abord, le passage à cette nouvelle option doit faire l'objet d'une **communication claire et abordable à tous les souscripteurs** du TRVE et des autres offres alignées. L'enjeu de l'appropriation du nouveau système par les consommateurs, donc de la vulgarisation de son fonctionnement est majeur. Il s'agit non seulement d'un impératif démocratique de transparence, permettant à chacun et chacune de saisir les enjeux et les objectifs, mais aussi d'un enjeu purement énergétique, car une meilleure compréhension du nouveau système permettre une transition réussie et plus rapide vers l'option HP/HC qui deviendra progressivement de plus en plus attractive, et plus proche des coûts réels de l'approvisionnement. Dans le même sens, nous encourageons fortement la mise en place d'outils additionnels, par exemple un simulateur de facture d'énergie basée sur les données de consommation réelles d'un abonné, si le compteur Linky le permet, afin de montrer les économies potentielles, ainsi que les moyens de décaler sa consommation pour encore mieux profiter de l'offre HP/HP. De même, une information visible et lisible figurants sur les factures d'électricité est nécessaire. Nous encourageons à ne pas se limiter aux supports dématérialisés afin que l'information dépasse la « fracture numérique », et puisse atteindre des

personnes peu à l'aise avec les outils informatiques.

Ensuite, nous encourageons fortement la CRE, ainsi qu'EDF et les autres instances compétentes à mener ou mandater des enquêtes sociologiques et des études d'impact afin de mieux connaître les potentiels de décalage de consommation ou d'effacement, et leurs conséquences sur les différentes population (selon le niveau de revenus, le type de foyer, la situation géographique ou résidentielle, etc.). En mobilisant l'interdisciplinarité, la CRE peut potentiellement à la fois proposer des mesures plus efficaces pour mobiliser les flexibilités et éviter les conséquences sociales des changements à venir.

De même, nous souhaitons que les évaluations réalisées après le passage à l'empilement par option cible contiennent une évaluation des conséquences sur les différentes populations concernées.

Enfin, nous soulignons que la généralisation des offres HP/HC permettra certes de générer des économies pour tous, sur l'ensemble du système énergétique, mais que ces économies bénéficieront avant tout aux personnes qui sont le plus capables de décaler leurs usages des heures pleines aux heures creuses. Or, les foyers ayant le plus de consommation superflues ou élevées, qui peuvent être les foyers les plus aisés, sont ceux qui sont le plus à même de décaler leurs usages. Ainsi, les économies liées à la généralisation des tarifs HP/HC risque d'être concentré sur certains des foyers les plus aisés. La question de la répartition des économies réalisées sur le prix moyen de l'énergie entre les foyers plus ou moins aisés mérite d'être posée.

Question 4 : Partagez -vous l'analyse de la CRE qu'il est nécessaire de faire évoluer de manière progressive le niveau de l'option Tempo, et ceci dès 2025 ?

Question 5 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 18 kVA à 36 kVA à partir du mouvement tarifaire de février 2026 ?

Favorable

Question 6 : En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez -vous de conserver l'option Base pour les consommateurs de puissance souscrite 18-36 kVA ?

Question 7 : Êtes-vous favorable à la mise en extinction de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 9 kVA à 15 kVA, à partir du mouvement tarifaire de février 2025 ?

Favorable

Commentaire :

Nous y sommes favorables, sous réserve d'améliorer la connaissance de la typologie de ces consommateurs.

Nous soulignons également le risque d'aggraver les inégalités de charge mentale dans les foyers, et d'aggraver les biais sexistes. En effet, il est possible que la vigilance aux heures à prix élevé ou faible, et la planification du décalage des usages, soient des charges pesant majoritairement sur les femmes, déjà plus en charge de l'utilisation de l'électroménager et des finances domestiques que les hommes.

Question 8 : Que pensez-vous de faire un bilan de la mise en extinction de l'option Base des TRVE pour les puissances souscrites 9-15 kVA d'ici 3 ans, dans la perspective d'une éventuelle suppression dans 4 à 5 ans ? et d'envisager à terme une suppression ?

Nous y sommes très favorables, et encourageons à ce que ce bilan porte une attention particulière à

l'évolution de la facture énergétique selon la typologie des consommateurs et à la répartition des économies réalisées entre les foyers aisés et les foyers modestes.

Nous souhaitons également qu'une attention soit portée à la répartition de la charge mentale liée à la vigilance aux heures à prix élevé ou faible, et à l'incidence du passage à l'option HP/HC.

Question 9 : En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez -vous conserver l'option Base pour les nouveaux consommateurs de puissance souscrite 9-15 kVA ?

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'expérimentation, au sein des TRVE, d'une offre proposant un tarif plus bas toutes les heures de l'année, sauf pendant les périodes les plus tendues du système électrique (quelques heures en journée le matin et le soir, pendant les mois d'hiver), avec éventuellement des heures super creuses la nuit et le week-end ?

Favorable

Commentaire :

Le Réseau Action Climat est plutôt favorable à cette expérimentation, à condition de porter une attention particulière aux publics en précarité énergétique. Nous souhaitons absolument éviter que la consommation aux heures tendues devienne un bien réservé à celles et ceux qui peuvent se le payer. Il est possible que la consommation de certains ménages soit particulièrement peu flexible, comme le souligne elle-même la CRE, et que ces ménages soient alors contraints à renoncer à des usages importants pour leur bien-être.

De plus, nous soulignons également le risque d'aggraver les inégalités de charge mentale dans les foyers, et d'aggraver les biais sexistes. En effet, il est possible que la vigilance aux heures à prix élevé ou faible, et la planification du décalage des usages, soient des charges pesant majoritairement sur les femmes, déjà plus en charge de l'utilisation de l'électroménager et des finances domestiques que les hommes.

Question 11 : Voyez -vous d'autres évolutions permettant de mobiliser la flexibilité des consommateurs du secteur résidentiel ?

La réponse est confidentielle

Question 12 : Si les résultats de l'expérimentation de la nouvelle option proposée par la CRE sont concluants, êtes-vous favorable à une éventuelle évolution de l'option Base vers cette option ?

Nous y sommes favorables dans l'hypothèse où les conclusions de l'expérimentation portent une attention particulière à la précarité énergétique et à l'incidence sur la charge mentale, comme développé précédemment.

4. Méthode de construction des TRVE pour les sites souscrivant des puissances supérieures à 36 kVA

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'utilisation des profils ENT1 et ENT3 pour la construction des TRVE sup 36 kVA pour l'année 2025 ?

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit en utilisant les consommations du portefeuille des consommateurs souscrivant aux TRVE sup 36 kVA à partir de l'année 2026 ? Ou préférez -vous l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit à partir d'une

agrégation de courbes de charges transmises par les gestionnaires de réseaux ou par les fournisseurs ?

Question 15 : Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs en basse tension sup 36 kVA ?

Question 16 : Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs haute tension ?

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer une méthode de calcul identique pour les TRVE sup 36kVA et inf 36kVA à l'exception des composantes suivantes : coûts d'acheminement, coûts de commercialisation, coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

Question 18 : Êtes-vous favorable aux modalités de prise en compte des coûts d'acheminement dans les TRVE supérieurs à 36 kVA envisagées par la CRE ?

Question 19 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir comme référence de coûts commerciaux des TRVE sup 36 kVA, pour l'année 2025, les coûts de commercialisation des TRVE bleus non résidentiels ?

Question 20 : Êtes-vous favorable à la période de lissage envisagée par la CRE pour le coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

5. Autres évolutions concernant la méthode de fixation des tarifs réglementés de vente d'électricité

Question 21 : Êtes-vous favorable à une date d'évolution des TRVE au 1er janvier de chaque année dans le cadre de la fin de l'ARENH ? Si oui, êtes-vous favorable à une modification de la date d'évolution dès le mouvement tarifaire de janvier 2026 ?

Question 22 : Que pensez-vous de la proposition de la CRE d'inclure une brique supplémentaire liée à l'exposition des fournisseurs alternatifs au spread bid-ask lors de la participation aux marchés de gros ?

Question 23 : La méthode de prise en compte de l'exposition au spread bid-ask proposée par la CRE vous semble-t-elle refléter les coûts portés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quel niveau du paramètre X vous semble adapté pour refléter les coûts supportés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quelle méthode alternative proposeriez-vous ?

Question 24 : Si vous êtes un fournisseur alternatif ou un agrégateur agissant pour le compte d'un fournisseur alternatif, retranscrivez-vous ces frais dans vos offres de fourniture ? Si oui, par quelle méthode ?

Question 25 : Si vous êtes un fournisseur d'électricité, quelle structure de marge adoptez-vous pour couvrir les risques quantifiables et non quantifiables pesant sur votre activité ?

Question 26 : Quel serait selon vous le niveau de couverture des risques à intégrer dans la rémunération normale des TRVE applicable en 2026 ?

Nous soulignons que le TRVE offre une sécurité particulière aux consommateurs en lissant les prix sur plusieurs années. Nous souhaitons donc qu'il maintienne une attractivité suffisante.

En particulier, une augmentation des marges d'EDF ou des fournisseurs alternatifs au titre de la couverture des

risques se fait au prix d'une perte de compétitivité de l'électricité face aux autres énergies, notamment face au gaz fossile, ou encore face au bois-énergie dont la ressource est très limitée.

De plus, les prix élevés de l'électricité ont été et continuent d'être un facteur aggravant de la précarité. **Le Réseau Action Climat recommande donc de limiter au strict minimum les augmentations des prix des TRVE afin de permettre à la CRE de tenir son rôle de favoriser la transition écologique.**

Question 27 : A l'issue de la crise énergétique considérez -vous que la modélisation du risque thermosensibilité de la CRE répond toujours correctement aux besoins des fournisseurs, en reflétant fidèlement les surcoûts supportés ? Dans le cas contraire, quelles propositions d'évolution de la modélisation des surcoûts liés au risque thermosensibilité à intégrer au TRVE feriez -vous ?

Question 28 : Êtes-vous favorable à l'évolution de la définition du coût des écarts proposée par la CRE ?

Question 29 : Quel niveau du paramètre X proposeriez -vous afin de refléter au mieux les coûts supportés par un fournisseur alternatif répliquant la méthode d'approvisionnement du TRVE ?

Question 30 : A - Quelle référence de prix des CEE vous semble la plus adaptée pour une construction transparente et contestable des coûts commerciaux inclus dans les TRVE ? B - Quelles seraient les méthodes de calcul à appliquer à cette référence, en particulier s'agissant de la durée de lissage et des produits considérés ?